

Communiqué de presse

Paris, le 20 janvier 2022

*

Les Français ont une opinion mitigée de l'action de l'Etat en matière d'environnement mais il semble aussi que leur volonté de mener des actions en faveur de l'environnement s'érousse

L'Institut Paul Delouvrier, en partenariat avec le groupe Caisse des Dépôts, publie avec Kantar la 2^{ème} édition de son baromètre qui mesure l'attitude des Français sur les sujets de l'environnement et des changements climatiques. Ces dernières années, ces sujets sont devenus une priorité croissante pour les Français selon les résultats du baromètre de services publics de l'Institut.

Le baromètre environnement comporte deux volets principaux : le premier concerne l'évaluation par les Français de l'action de l'Etat en la matière et le deuxième vise à caractériser les comportements individuels. Les principaux enseignements de cette 2^{ème} édition du Baromètre Environnement sont les suivants.

- La hiérarchie dans les priorités que les Français assignent à l'action publique se confirme avec en premier la *réduction de la consommation d'engrais et de pesticides par l'agriculture ainsi que la préférence pour le circuit alimentaire court* (43% des citations), et en deuxième *la réduction des déchets et le recyclage* (39% des citations).
- Ces deux priorités recueillent d'ailleurs les opinions les plus favorables sur l'action de l'Etat avec respectivement 49% et 50% d'opinions positives. Malgré une amélioration par rapport à l'année dernière, l'action de l'Etat en matière d'environnement reste dans l'ensemble perçue négativement, et en particulier s'agissant de *la réduction de la pollution de l'air, des nuisances sonores ou de la pollution des océans* (entre 33% et 26% de bonnes opinions).
- Invités à se prononcer sur les comportements qui ont le plus d'impact sur l'environnement et les changements climatiques, les Français identifient en premier : *Privilégier les fruits et les légumes locaux et de saison même si cela réduit son choix, Eviter d'acheter des produits fabriqués dans des pays lointains même s'ils sont moins chers et Trier systématiquement ses déchets* (autour de 80% des Français pensent que ces actions ont un impact fort sur le changement climatique). Viennent en dernier et assez loin : *Limiter les achats en ligne et les livraisons à domicile, Limiter sa consommation de viande, Réduire le temps passé à regarder des vidéos à la demande et à jouer en ligne* (respectivement 45%, 42% et 37% des Français pensent que ces actions ont un fort impact sur l'environnement).
- S'agissant des comportements que les Français sont prêts à adopter, trois actions se détachent des autres : une proportion importante des Français (91%) déclare ou se dit prête sans problème à *Trier systématiquement les déchets*. La proportion est de 80% pour *Privilégier les fruits et les légumes locaux et de saison même si cela réduit son choix* et de 79% pour *Ne plus prendre de bains et raccourcir la durée de ses douches*. Mais l'inclination des Français à agir s'érousse par rapport à l'année dernière pour 10 des 12 actions testées, qui voient leur score baisser de 3 points en moyenne.

Si les Français ont une opinion peu positive de l'action de l'Etat pour l'environnement, ils ne sont pas prêts, pour 74% d'entre eux, à payer plus d'impôts pour renforcer l'action de l'Etat. La raison qui était donnée l'année dernière est qu'ils considèrent en payer déjà suffisamment.

Enfin, quelles sont les inquiétudes des Français lorsque l'on parle des phénomènes extrêmes liés au dérèglement climatique ? Ils mettent en tête *les sécheresses et le manque d'eau* (57% des citations), puis *les pics de chaleur et les épisodes de canicule* (42% des citations) puis *les inondations* (38% des citations).

**

METHODOLOGIE DE L'ETUDE

Enquête réalisée en ligne du 18 au 22 novembre 2021 auprès d'un échantillon national de 1000 personnes, représentatif de l'ensemble des résidents en France âgés de 15 ans et plus. Méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne de référence) et stratification par région et catégorie d'agglomération.

A PROPOS DE L'INSTITUT PAUL DELOUVRIER

L'Institut Paul Delouvrier est une association loi de 1901 créée après le décès de Paul Delouvrier en 1995. Paul Delouvrier a été un résistant et un grand commis de l'État. Il a occupé de nombreux postes de haut niveau dans la fonction publique ou entreprises publiques : délégué général en Algérie, premier préfet de la Région parisienne après en avoir dirigé la création, président d'EDF, entre autres.

L'Institut Paul Delouvrier s'est donné pour mission de favoriser, par l'action et par la réflexion, la modernisation de l'action publique. Il a contribué à la réflexion sur la création d'un service civique. Il publie depuis 2004 un baromètre de mesure de l'opinion des Français et de la satisfaction des usagers des services publics régaliens. Il a organisé en 2018 et 2021 des « Carrefours de la fonction publique » qui ont permis à des fonctionnaires de responsabilité des trois versants de la fonction publique de débattre et échanger au sein d'ateliers thématiques. Ces actions ont pu être conduites grâce à l'appui de partenaires comme la direction interministérielle de la transformation publique (DITP), la Direction de l'administration et de la fonction publique (DGAFP), Orange, la Caisse des Dépôts, l'ANTS, l'ANCT, la CNAF, Pôle Emploi, la GMF, La Poste www.delouvrier.org

A PROPOS DE KANTAR

Leader mondial des études et du conseil fondés sur des données objectives, nous délivrons une compréhension unique et exhaustive de la façon dont les individus pensent, ressentent et agissent, à l'échelle mondiale et locale, à travers plus de 90 marchés. En combinant l'expertise de nos équipes,

nos bases de données, nos analyses et technologies innovantes, nous aidons nos clients à comprendre les individus et à stimuler leur croissance : Understand People, Inspire Growth. Plus d'infos sur www.kantar.com/fr

A PROPOS DU GROUPE CAISSE DES DEPOTS

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public, investisseur de long terme au service de l'intérêt général et du développement économique des territoires.

Elle regroupe cinq domaines d'expertise : les politiques sociales (retraite, formation professionnelle, handicap, grand âge et santé), les gestions d'actifs, le suivi des filiales et des participations, le financement des entreprises (avec Bpifrance) et la Banque des Territoires.

CONTACTS PRESSE

Kantar : Clément Borowczyk / clement.borowczyk@publicisconsultants.com / 06 48 50 48 88

Institut Paul Delouvrier : Matthieu Delouvrier / md@delouvrier.org / 06 14 02 54 68

Caisse des Dépôts : Malek Prat / service.presse@caissedesdepots.fr / 06 71 43 46 38